à Bordeaux le 7 novembre 2023

Monsieur le Président,

Comme lors des précédents CDAS, nous ne pouvons que nous indigner face au devenir de l'action sociale. Depuis plusieurs années, nous vous alertons sur la destruction des services de l'action sociale et sur la réforme mortifère dont elle a fait l'objet en 2022.

Souvent taxés d'être alarmistes, de crier au loup pour tout et pour rien, nous étions pourtant dans le vrai dans nos déclarations liminaires précédentes et la plupart de nos craintes sont aujourd'hui des réalités: le service de l'action sociale de la Gironde est à l'article de la mort, la crèche de la cité administrative va définitivement fermée ....

En 2022, dans notre liminaire du CDAS du 25 mars, Solidaires Finances dénonçait la nouvelle organisation de l'action sociale qui prônait la régionalisation avec l'ajout d'un échelon visant "à mettre en œuvre la politique d'action sociale dans la région, animer et encadrer les délégués de l'action sociale". Mais que reste-t-il aujourd'hui à encadrer en Gironde? Depuis des années, nous vous alertons sur la quantité de travail supporté par le service de l'action sociale, par le manque de moyen humain et par une dégradation des conditions de travail. Peut-être étions nous encore trop pessimistes?

Avec la transformation des délégués départementaux en délégués de «proximité», Solidaires Finances suspectait le secrétariat général de tendre peu à peu à une fin des services départementaux de l'action sociale. Nombre de départements de la Région Nouvelle-Aquitaine sont à ce jour sans délégué. Rien de plus facile aujourd'hui pour le Secrétariat Général que de demander à un délégué de proximité de prendre en charge l'action sociale de plusieurs départements de façon provisoire et si cela fonctionne (ce qui fonctionnera comme toujours dans les réformes de notre ministère) l'organisation sera pérennisée. Et que se passera-t-il quand les délégués de proximité en charge de plusieurs départements ne pourront plus supporter la charge de travail, ne pourront plus assurer la mise en place des sorties, des actions, des arbres de Noël ? Solidaires Finances entrevoit déjà la finalité : l'action sociale sera réduite à des chèques cadeaux, des réductions sur des prix d'entrée de parcs, de châteaux, de cinémas et exit le lien humain et votre fameuse «proximité».

Comment en est-on arrivé à ce que cette personne ne reste pas plus de 2 semaines sur le poste? Actuellement 2 postes sont à pourvoir à l'action social. Pourquoi n'y a-t-il pas de publication sur les intranets des Directions locales pour informer les agents de ces vacances? Cela pourrait peut être susciter des vocations…Nous ne pouvons nous priver de la moindre piste au vue de la situation catastrophique de l'action sociale de la Gironde.

Si la situation n'était pas déjà assez préoccupante, nous devons faire une croix définitive sur la crèche de la cité administrative. Rappelons qu'il a fallu 20 ans de luttes des organisations syndicales, des agents et de leurs familles pour que cette structure voit enfin le jour. Un acquis social qui n'en était pas vraiment un puisqu'aujourd'hui rien ne semble pouvoir sauver la situation. Avec cette fermeture, c'est un pan crucial de l'action sociale qui disparaît: celui de la garde des enfants. La cité administrative est en pleine densification massive de ses locaux augmentant ainsi le nombre d'agents et potentiellement d'agents/parents ayant besoin de faire garder leurs enfants.Il leur faudra chercher d'autres moyens de garde qui sont de plus en plus rares, difficiles d'accès et chers !! Nombre d'agents/parents se retrouveront en difficulté pour assurer la garde de leurs enfants sans qu'il y ait parfois de solutions. Bien que l'équilibre sociale au sein de la famille est changé au cours des années, l'accès à un moyen de garde reste un sujet crucial dans la lutte pour l'égalité femme/homme. Près de 56% des enfants en bas âge sont gardés par un parent et le plus souvent par la mère. Bien que cela puisse être un choix, l'absence de mode garde à proximité ou le coût trop important de celui-ci sont aussi des facteurs déterminant dans la décision de garder son enfant à domicile avec pour effet une mise en pause de la carrière, une perte de revenus, un isolement social, un impact sur la liquidation des droits à la retraite….des conséquences dramatiques supportées principalement par les femmes!

La fermeture de la crèche est donc un véritablement recul social pour les agents et une perte significative de ses services et de ses prérogatives pour l'action sociale du département de la Gironde.

En dépit de nos nombreuses interpellations, le secrétariat général ne semble pas très soucieux ni de la fermeture de la crèche ni de la situation du service de l'action sociale en France et en Gironde. Loin de la publicité d'une action sociale proche des agents et soucieuse d'améliorer les conditions de vie des agents, la réalité est beaucoup plus morose et n'est en aucun cas annonciatrice de jours meilleurs.

Solidaires Finances tient à rappeler, comme dans chacune de ses liminaires, son attachement à une action sociale proche des agents actifs et retraités, basée avant tout sur le lien social, l'échange et la solidarité.

Les membres Solidaires Finances du département de la Gironde